

## Comment la France a renoncé à sa vision pour suivre une vision et une politique énergétique européenne qui la dessert



Dans son livre "La France dans le NOIR", Hervé Machenaud, ancien directeur de la branche Asie-Pacifique d'EDF, plaide pour la nécessité de continuer à produire sa propre énergie en France. Entretien.

Avec Hervé Machenaud

### **Atlantico : Aujourd'hui selon vous, est-ce que la capacité à produire de l'énergie de la France est mise en danger ? Quelles en sont les causes et le degré de responsabilité de la politique énergétique du pays ?**

**Hervé Machenaud :** Oui, la France et l'Europe toute entière sont menacées d'être dans le noir, et ce par le fait de politiques énergétiques incohérentes.

La mise en service de nouvelles capacités de production subventionnées dans un marché déjà sur-capacitaire, fait tomber les prix de marché de l'électricité en-dessous des coûts de production. Les électriciens, qui produisent à partir de moyens conventionnels non subventionnés, sont tous en très grande difficulté financière, y compris EDF qui a pourtant les coûts de production parmi les plus bas d'Europe. Ces électriciens sont conduits à fermer, et ferment, les centrales les moins rentables de leur parc. C'est ainsi que **ces dernières années, 60 GW (équivalent du parc nucléaire français) ont été fermés en Europe**. Or, aux moments des pointes, qui ont lieu le soir dans les périodes de grands froids où il n'y a ni vent, ni soleil, ces moyens manqueront et l'Europe sera dans le noir.

La cause principale réside dans **le développement inconsidéré de moyens de production inefficaces, dans la mesure où ils ne peuvent pas contribuer à satisfaire la demande de pointe**. L'exemple de l'Allemagne, qui a construit 50 GW d'énergies renouvelables et produit plus de CO2 qu'il y a dix ans, ne semble pas avoir servi. Pas plus que celui de l'Australie qui, après s'être donnée en exemple au motif d'avoir dépassé les 35% d'énergies renouvelables dans son mix énergétique, vient de connaître cinq black-out en moins de deux mois, conduisant le gouvernement à décider la construction en urgence (avant les élections de 2018 !) de 10 GW de turbines à gaz, qui vont coûter 15 milliards de dollars aux contribuables.

Oui, les politiques sont responsables, et responsables aussi des milliards qui sont transférés chaque années du public vers des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

### **Pour autant, la transition énergétique revêt un caractère impérieux. Comment alors concilier intelligemment les deux sans sacrifier l'un à l'autre pour préserver au mieux les intérêts de la France ?**

Qu'est-ce que la transition énergétique? Officiellement, il s'agit de réduire la production de CO2. Or, **la France produit près de 95% de son électricité sans production de CO2**. C'est pourtant l'électricité qui doit montrer l'exemple de la transition énergétique, en développant les énergies renouvelables intermittentes qui ont conduit l'Allemagne et l'Australie à augmenter leur production de CO2.

---

**C'est, en revanche, le transport et le chauffage résidentiel au fuel et au gaz qui, en France, sont les principales source d'émission de CO2.** Mais c'est la part de l'électricité dans le chauffage résidentiel, responsable en France de la pointe de consommation, qui est stigmatisée. Jusqu'où poussera-t-on l'incohérence? Est-ce par conviction, incompetence, aveuglement, ou y aurait-il d'autres intérêts en jeu?

**Si la transition énergétique en France correspond à la volonté de réduire la part de la production nucléaire, à l'instar de l'Allemagne, il faudra qu'on dise si on choisit le charbon ou le gaz pour la remplacer car ce ne sera pas par les énergies renouvelables.**

Il y a un grand enjeu de transition énergétique. D'abord, dans les transports, l'habitat et l'industrie. Outre les nécessaires mesures d'isolation de l'habitat, il s'agit d'utiliser tous les moyens qu'apportent aujourd'hui le "big data" et la numérisation pour optimiser l'efficacité énergétique. D'énormes gains sont possibles, et déjà largement engagés dans de nombreux domaines. L'électricité en France est "propre" et n'est donc pas la priorité, mais si l'on décide de changer le mode de production, ce ne peut être qu'à partir d'un bilan objectif de l'efficacité, du coût et de la "propreté" des moyens disponibles.

**En quoi la dérégulation du secteur énergétique, dogme voulu par la Commission européenne, peut être une catastrophe pour la France ?**

La dérégulation devait apporter une saine concurrence au bénéfice des consommateurs. Elle a conduit à une fausse concurrence à leur détriment. **Le prix de l'électricité, qui n'a cessé de baisser pendant trente ans, n'a fait qu'augmenter, et de plus en plus vite, depuis la mise en œuvre de la dérégulation.**

Au nom d'une concurrence sacralisée, la dérégulation imposée par l'Europe a consisté à démanteler l'électricien le plus efficace d'Europe (trop bien placé dans la concurrence ?), à imposer des producteurs d'énergies intermittentes massivement subventionnés et des "fournisseurs alternatifs" qui, ne produisant pas d'électricité, bénéficient de la déprime des marchés pour réaliser des profits exponentiels.

La France, jadis connue pour sa vision et son indépendance, suit docilement une politique européenne qui n'en n'est pas une et qui la dessert.

La politique énergétique européenne conduit la France et l'Europe dans le noir et, au réveil, l'électricité coûtera, comme en Australie et en Allemagne, beaucoup plus cher.